
MOBILITÉ, ABSENCE DE LONGUE DURÉE ET RELATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES EN MILIEU RURAL (ÉTAT DU VERACRUZ, MEXIQUE)

ANDRÉ QUESNEL* & ALBERTO DEL REY**

DÉPUIS LA FIN DES ANNÉES 1980, dans le cadre du processus de son intégration à l'Alena, le Mexique a engagé des réformes institutionnelles et économiques afin de restructurer ses espaces économiques, réformes qui ont réorienté les flux migratoires dans tout le pays (Hiernaux, 1994) et plus particulièrement ceux en provenance du monde rural (Palma, Quesnel et *al.*, 2000). D'une part, le développement du secteur agricole d'exportation dans les États du nord et de l'ouest, celui de l'industrie des « maquiladoras » dans les villes de la frontière nord et enfin la propre croissance économique des États-Unis, ont créé un appel très important de main-d'œuvre vers ces régions. D'autre part, les réformes économiques et institutionnelles en direction du monde rural, au premier rang desquelles la réforme de l'article 27 de la Constitution se rapportant à la propriété sociale de l'*ejido*¹, ont libéré un flux important de jeunes actifs agricoles. Ainsi les flux en provenance de la zone sud de l'état du Veracruz, que nous présentons ici, qui ont été contenus jusqu'au début des années 1990 à l'intérieur la région du Golfe du Mexique, sont aujourd'hui dirigés vers le nord du pays et les États Unis.

Ces destinations lointaines supposent des déplacements de durées plus longues et bien évidemment une nouvelle organisation des familles et de la société d'origine. En effet, en même temps que se diversifie l'espace migratoire des individus, des familles et des communautés surgissent de nouveaux rapports familiaux du fait de cette absence prolongée des migrants. Comme il a été montré à propos des régions de l'ouest et du centre-ouest du Mexique

* IRD.

** CIESAS-Golfo.

la migration internationale fragmente l'espace de la reproduction sociale des familles rurales (López, 1986) dans la mesure où le réseau migratoire qui se met en place constitue à la longue une ressource à laquelle pourront recourir toutes les familles qu'elles cherchent à s'installer définitivement ou bien à revenir (Massey et al. 1987). Cependant, du fait de l'allongement de la durée d'absence (liée entre autre à la difficulté croissante d'effectuer un va-et-vient entre les zones de départ et les zones d'accueil), les réseaux d'individus, qu'ils soient familiaux, communautaires ou régionaux, favorisent plus encore qu'auparavant la création de noyaux de peuplement qui finissent par constituer des lieux, sinon des « territoires » s'imposant comme une référence possible à tous les individus originaire d'un même lieu. Entre tous ces lieux de passage ou d'installation et le lieu d'origine circulent les personnes et les biens et plus particulièrement l'information nécessaire au fonctionnement d'une économie d'archipel (Quesnel et Del Rey, 2001). Cela suppose dès lors pour les familles de passer d'une économie domestique territoriale, centrée sur la production agricole, à une nouvelle organisation où les individus s'inscrivent dans d'autres activités en différents lieux.

Cette forme d'organisation n'est toutefois pas accessible à toutes les familles et reste fortement déterminée par différents facteurs au premier rang desquels le statut agraire des familles rurales². Selon les conditions d'accès au foncier se différencient en effet les objectifs de la migration, le profil du migrant et les modalités des relations intergénérationnelles et familiales d'obligation, d'engagement du bien de rupture qui se nouent entre les différents acteurs dans le cadre de l'intensification très récente des déplacements de longue durée des individus originaires de ces localités rurales du sud du Veracruz.

Dans ce contexte où les difficultés d'entrée aux États-Unis sont croissantes, l'absence apparaît être un élément fondamental de l'organisation de la reproduction sociale des familles, ainsi qu'un espace social de relations entre différents acteurs. À partir des résultats d'une enquête démographique (Moreso, 1999) et d'une étude auprès d'un sous-échantillon de familles tiré de celle-ci (Moreso, 2002), l'objectif de cet article est de proposer une première analyse de la construction de cet espace social du fait de l'absence de longue durée des individus les plus jeunes et de ses implications quant aux relations intergénérationnelles au sein des localités rurales aujourd'hui. Il s'agit ainsi de proposer une lecture de la recomposition territoriale des espaces ruraux mexicains et de leur devenir sous l'impact de la migration internationale.

LA TRANSFORMATION DE L'ESPACE MIGRATOIRE DES FAMILLES RURALES DE L'ÉTAT DU VERACRUZ

Tout au long du xx^e siècle, l'État du Veracruz a été caractérisé comme un espace récepteur de population. Son dynamisme économique centré principalement sur la production pétrolière et sur le développement de l'agriculture a permis non seulement de retenir sa population mais également d'attirer la population des autres états. Alors qu'il était resté, jusqu'au début des années

1990, à l'écart des grands mouvements migratoires qui touchaient les autres états, il présente au recensement de 2000 l'un des taux d'émigration les plus élevés³. Ce renversement de tendance s'est réalisé non seulement très rapidement mais aussi à un moment où la migration vers les États-Unis devenait plus difficile en comparaison des décennies antérieures, du fait d'un durcissement de la politique migratoire américaine marquée un renforcement des contrôles à la frontière (Cornelius 1980; 1989; 2001). Il s'agit donc d'un mouvement migratoire caractérisé par la jeunesse de ses réseaux et par le peu d'expérience de ses migrants. La région sud de l'État, appelée également Sotavento, présente de manière d'autant plus accusée ces caractéristiques qu'elle a été le siège d'une importante redistribution de terres, soit dans le cadre de formation des *ejidos*, soit dans le cadre de la colonisation agricole des années post-révolutionnaires jusqu'aux années 1970, et parallèlement d'un fort dynamisme pétrolier jusqu'au début des années 1980.

On observe ainsi que, jusqu'à la fin des années 1990, les migrations de travail sont contenues pour près de 60 % d'entre elles dans l'espace régional du Sotavento quand elles ne sont pas réalisées à l'intérieur de l'état du Veracruz ou dirigées vers des états voisins. Au début des années 1990 les déplacements vers la ville de Mexico se font plus importants (19,1 %), les déplacements vers les marchés de travail émergents de la Frontière nord et des États-Unis commencent à se développer et au contraire, les déplacements à l'intérieur de la région et de l'état du Veracruz se rétractent. Dans la seconde moitié des années 1990 on observe un changement radical : les lieux de destination traditionnels et même la ville de Mexico sont délaissés au profit de la Frontière nord et des États-Unis qui vont jusqu'à absorber plus de 40 % des flux migratoires (tableau n° 1).

TABLEAU N° 1 : DESTINATIONS DES DÉPLACEMENTS DE TRAVAIL DEPUIS LES LOCALITÉS RURALES DU SUD DE L'ÉTAT DU VERACRUZ SELON L'ÉPOQUE (%)

	Avant 1970	1970-1989	1990-1995	Après 1995
Municipe	29.3 %	19.2 %	8.7 %	4.2 %
Région du Sotavento	28.8 %	41.8 %	32.8 %	13.2 %
ÉTAT du Veracruz	16.2 %	12.4 %	10.4 %	9.5 %
Autres états	22.7 %	15.2 %	23.5 %	19.5 %
Mexico	2.5 %	9.3 %	19.1 %	13.2 %
États de la frontière nord	0.0 %	1.5 %	3.3 %	27.9 %
États-Unis	0.5 %	0.6 %	2.2 %	12.6 %
Total des déplacements	198	323	183	190

Source : MORESO 1999, IRD-CIESAS

Les transformations nationales jointes aux changements régionaux et locaux comme la crise des produits agricoles (canne à sucre, tabac et maïs) et la contraction de l'industrie pétrochimique du couloir industriel Coatzacoalcos-Minatitlan, exigent de la population rurale qu'elle se porte plus intensément sur les marchés du travail à l'extérieur de la région du Golfe, en direction de lieux plus lointains provoquant des absences de longue durée. L'absence devenant une donnée structurelle des localités rurales. Les données de 1999 sont l'expression d'un phénomène plus profond qui était en gestation dans cet état du Veracruz, à savoir l'émigration vers les États-Unis, comme on a pu en prendre la mesure à peine trois ans après en 2002 ; processus qui touche progressivement la plupart des localités et des familles de l'état du Veracruz.

L'INTENSIFICATION DES DÉPLACEMENTS VERS LES ÉTATS-UNIS : LE PROCESSUS D'INTÉGRATION AUX DYNAMIQUES LOCALES ET FAMILIALES

L'intensification de la migration vers les États-Unis présente, au niveau de la localité considérée du point de vue de son statut agraire, différentes phases et différentes logiques de fonctionnement.

Une *première phase* correspond au moment où la migration internationale surgit comme un fait nouveau à l'intérieur de quelques familles et semble s'inscrire dans une logique strictement familiale. On note d'ailleurs que seules les familles de colon et de petit propriétaire sont concernées dans un premier temps. Le fait que les chefs de famille sont originaires d'autres localités du Veracruz ou d'états voisins pour plus des deux tiers d'entre eux semble déterminant. La seconde raison tient au fait que les colons et les petits propriétaires disposent de leurs terres comme un bien patrimonial dès la fondation de la colonie ou de l'achat par la famille, et qu'ils ont pu à tout moment s'appuyer sur leur statut et leur titre foncier pour financer le déplacement de leurs enfants. À l'inverse les chefs de famille des *ejidos* qui n'ont disposé que d'un droit agraire jusqu'à la mise en œuvre, à partir de 1992, du programme de certification des droits individuels sur les parcelles de l'*ejido* (PROCEDE), n'ont jamais pu opérer de même. C'est en effet à partir de ce moment seulement (après 1995) que le *ejidatario* peut faire l'usage de son titre foncier afin de bénéficier de certaines ressources en marge de la production agricole, et plus particulièrement d'un financement d'un voyage aux États-Unis pour lui-même ou un de ses enfants. De manière générale dans cette phase, la migration internationale s'inscrit selon une logique strictement familiale parce que seul un petit nombre de familles – celles qui ont un titre foncier – disposent des ressources économiques mais aussi et surtout de l'information nécessaire pour entamer une telle démarche. Ceci apparaît plus évident encore si l'on considère les *ejidatarios* : seuls ceux qui occupent des postes de responsabilité dans la gestion de l'*ejido* et comme intermédiaire entre la localité et l'administration agraire, politique, municipale ou étatique, disposent de cette infor-

mation. Il en résulte, lors de cette première phase, une forte sélection du migrant l'intérieur des localités et des familles.

La *deuxième phase* correspond en revanche à une gestion de l'information au niveau local. Les bénéfices obtenus par les premiers migrants sont rapidement visibles dans la localité: construction d'une maison, achat de bétail voire achat de terre. Il en résulte un intérêt grandissant de la part des autres chefs de familles et de leurs enfants pour ce type de déplacement. Cette situation procure une rente à ces « pionniers » dès lors qu'ils s'attachent à socialiser l'information concernant les lieux et les conditions de la migration internationale. Ils renforcent ainsi non seulement leur position dans la localité, mais ils peuvent tirer profit de leurs connaissances leur permettant d'aider d'autres personnes à se déplacer aux États-Unis. Durant cette phase le déplacement aux États-Unis apparaît comme une nécessité vitale et sociale indépendante des conditions économiques et de reproduction des familles, même si la migration internationale reste l'apanage des familles disposant de ressources suffisantes pour la financer, en l'occurrence la détention d'un titre foncier.

Une *troisième phase* se dessine ensuite comme celle de la socialisation et du contrôle local de la ressource migratoire. Toutes les familles de la localité sont progressivement concernées par la migration internationale. La localité elle-même s'en trouve transformée de plusieurs points de vue. On observe tout d'abord la construction de maisons en dur – *casa de material* –, puis une transformation des processus productifs avec l'extension de l'élevage et la substitution de la culture du maïs par la mise en œuvre de pâturages, et enfin, comme résultat des deux processus précédents, une forte inflation du prix des parcelles et des terrains constructibles. D'ailleurs la hausse du prix des terrains d'habitation (*solar*) est telle qu'il peut dépasser celui des terres agricoles du fait de l'accroissement de la demande pour la construction d'une maison qui reste le premier investissement du migrant quel qu'il soit. Dès lors ces terrains constituent une garantie permettant aux chefs de famille ou à leurs enfants, n'ayant pas de parcelle agricole, de bénéficier d'un prêt et ainsi financer leur départ en migration. Par ailleurs, certaines familles disposent de ressources économiques acquises lors de migrations antérieures et facilitent le prêt à d'autres membres de la famille ou de leur entourage, voire à d'autres personnes – à des taux usuraires, dans ce cas. À ce moment la migration internationale cesse d'être l'opportunité accessible à quelques-uns et aux seuls hommes; les femmes vont également se déplacer soit pour rejoindre leur frère ou leur mari, soit de plus en plus souvent de leur propre chef. Dès lors, les tenants du pouvoir dans la localité sont tenus d'intervenir afin de faciliter les départs en migration et d'assumer les effets pervers de celle-ci.

Une *quatrième phase*, que l'on peut considérer encore comme prospective dans la région du Sotavento, est celle où la migration internationale devient l'axe central de la dynamique familiale. Au moment de nos enquêtes (1999 et 2002) plusieurs éléments semblaient indiquer que la migration internationale allait se développer dans le sens déjà observé dans les États de l'ouest et centre ouest du Mexique. La migration internationale y est un passage obligé de tous les membres de la famille s'inscrivant ainsi dans le cycle familial. La famille possède alors un capital économique et social qui permet de minimi-

ser les risques de tout déplacement, qu'il vise un retour ou une installation à terme (Massey, Alarcón et al, 1987). Cependant, les possibilités d'un va-et-vient sont aujourd'hui extrêmement réduites pour les migrants en provenance de Veracruz. La durée d'absence peut dépasser deux années alors qu'elle est encore en moyenne de moins de six mois (Canales, 1999) dans les régions de l'ouest du Mexique. Aussi, derrière ce processus migratoire qui finit par toucher toutes les localités du Sotavento et leurs familles, se dessinent différents projets migratoires qui renvoient à une gestion différenciée de l'absence.

SITUATION FAMILIALE ET PROJET MIGRATOIRE : IDENTIFICATION DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'ABSENCE

Bien qu'il s'agisse d'un processus nouveau, la migration de longue durée en direction des marchés de travail émergents touche toutes les familles, qu'elles aient ou non l'accès au foncier, et se trouve au centre de toutes leurs stratégies de reproduction sociale. Néanmoins, comme nous l'avons souligné, les différences se construisent dès le départ sur la base du statut agraire des familles et des individus. On note ainsi que les membres de famille de colons ou de petits propriétaires se dirigent principalement vers les États-Unis (26 %) et relativement peu vers la zone frontalière (12 %), alors qu'à l'inverse pour les membres des familles des *ejidatarios*, la première destination est clairement la frontière nord (45,8 %) plutôt que les États-Unis (8,5 %). Cette différence renvoyant à une histoire migratoire bien plus ancienne dans le cas des colons (tableau n° 2).

Enfin parmi les familles qui n'avaient pas accès au foncier au moment de l'enquête, les comportements sont très disparates selon qu'ils vivent dans une localité appartenant à une colonie ou bien dans une localité d'un *ejido*. Dans ce dernier cas, les *avencidados* se répartissent dans les mêmes espaces migratoires que les familles d'*ejidatarios* du fait de la gestion supra-familiale du foncier qui a prévalu jusqu'à la réforme de 1992 (Quesnel, 2004) ; cette forme continue de s'imposer au prix de nombreuses adaptations quand il s'agit du contrôle des ressources locales et extra-locales, comme ici la rente migratoire. À l'inverse les colonies (et les petits propriétaires) ont fonctionné dès leur fondation sur une logique strictement familiale, sans intervention locale ou communale, et ils montrent une grande différence entre les familles selon qu'elles ont ou non accès au foncier et selon les ressources économiques et sociales dont elles disposent.

Si comme nous venons de le voir (tableau n° 2) l'intensité de la migration aux États-Unis se différencie selon le statut agraire de la famille et de la localité d'appartenance, les projets migratoires se différencient quant à eux selon les conditions de départ qui déterminent, à l'échelle des nécessités de la famille, les objectifs, la temporalité du déplacement, le profil du migrant et le moment du départ. Cet ensemble d'éléments constituant, selon nous, l'espace social de l'absence où se redéfinissent les relations intergénérationnelles et intrafamiliales (*cf. infra*).

TABLEAU N° 2 : DESTINATIONS DEPUIS 1995 DES DÉPLACEMENTS DE TRAVAIL À PARTIR DU SUD DE L'ÉTAT DU VERACRUZ SELON LE STATUT AGRAIRE (%)

	EJIDOS		COLONIES/PP		Total
	Ejidatarios	Sans titre foncier agricole	Colons	Sans titre foncier agricole	
Municipe	0.0 %	13.3 %	2.4 %	5.1 %	4.2 %
Région du Sotavento	6.8 %	16.7 %	16.7 %	15.3 %	13.2 %
État du Veracruz	5.1 %	10.0 %	11.9 %	11.9 %	9.5 %
Autres états	18.6 %	6.7 %	23.8 %	23.7 %	19.5 %
Mexico	15.3 %	3.3 %	7.1 %	20.3 %	13.2 %
États de la frontière nord	45.8 %	40.0 %	11.9 %	15.3 %	27.9 %
États-Unis	8.5 %	10.0 %	26.2 %	8.5 %	12.6 %
Total des déplacements	59	30	42	59	190

Source : MORESO 1999, IRD-CIESAS.

L'*objectif* de la migration dépend en effet des conditions économiques de la famille : pour certaines la migration s'inscrit dans une stratégie de survie et dès lors se conçoit comme un moyen d'assurer la vie matérielle de l'individu et du groupe domestique. Alors que pour d'autres, ces besoins de base se trouvant satisfaits du fait des ressources dont elles jouissent dans la localité, les migrations sont alors bien plus ambitieuses. Néanmoins, la migration de longue durée aux États-Unis suppose, de la part du migrant et de sa famille, qu'ils en assument le risque⁴. Un autre aspect tient au degré d'implication de la famille dans ce projet migratoire, qui va définir d'une certaine manière la trajectoire sociale du migrant tant dans le lieu d'origine que dans le lieu de destination comme on le verra plus loin.

L'*objectif* migratoire renvoie aussi à une *durée* déterminée pour l'atteindre et en conséquence à une durée d'absence. On peut donc s'attendre à une durée plus longue pour les objectifs plus ambitieux. Toutefois dans la plupart des cas l'*objectif* n'est pas clairement défini au moment du départ : on part avec l'idée d'obtenir un mieux-être et d'attendre de voir jusqu'où on peut tirer parti de ce déplacement. Cette relation objectif-temporalité est hypothétique mais importante quant à la manière dont la famille va gérer l'absence de ses membres. Si l'*objectif* est bien défini, cela permet de mieux assumer l'absence des membres de la famille, d'autant que l'on peut envisager ce qu'elle représente par rapport aux attentes du déplacement : on ne sait pas combien de temps le migrant restera absent, mais on connaît ce qui a été obtenu par rapport à ce que l'on espérait au départ. La date du retour se trouve donc fixée par rapport à l'*objectif* et au meilleur moment pour effectuer ce retour. Dans tous les cas, l'absence se réfère à un calendrier de résultats et non plus à un temps indéfini. Par contre, quand les objectifs du déplace-

ment sont moins bien définis, une plus grande incertitude s'installe au sein de la famille.

De fait, dans la plupart des cas on ne connaît pas le moment du retour car on ne peut non plus fixer un certain nombre d'objectifs à atteindre durant un laps de temps qui resterait à courir. Aussi selon la situation familiale du migrant, l'objectif prendra le pas sur le temps encore à faire et dans d'autres, à l'inverse, la durée déjà écoulée pèsera plus fortement dans les choix du migrant. Autrement dit, selon qu'il est chef de famille ou célibataire il agira différemment en fonction des conséquences de son absence: dans un premier temps, le chef de famille est plutôt conduit par les objectifs qu'il s'est fixés au départ, mais du fait même de ses responsabilités familiales, il entre dans la problématique du retour indépendamment de la réalisation de ses objectifs. Le migrant célibataire a plus de facilités à s'absenter deux ou trois ans sans revenir, et ce d'autant mieux s'il donne des nouvelles et envoie de l'argent régulièrement ou pour le moins chaque fois qu'il est sollicité. Il est intéressant de noter qu'au niveau local se construisent des temporalités singulières en référence à ces différentes situations lesquelles sont tirées de l'expérience d'autres membres de la famille et d'autres familles dans la localité et dans d'autres localités; ces temporalités opèrent comme des marqueurs permettant le contrôle et la régulation familiale et individuelle et qui construisent les normes, en quelque sorte, de l'absence pour chacun des cas considérés, normes qui articulent le temps local, familial et individuel (Hareven, 1982).

On observe en conséquence une forte différenciation du *profil* des migrants selon leur position dans la famille et le statut agraire de celle-ci dans la localité, même si apparemment lors du premier déplacement le migrant se donne comme tout premier objectif la construction de la *casa de material*. Parmi les familles qui ont accès à la terre (dans le cadre de l'*ejido* ou de la colonie) le migrant de longue durée est principalement un fils célibataire et plus rarement un chef de famille, alors que parmi les familles sans accès au foncier, on constate que le chef de famille autant que les enfants célibataires, recourt au déplacement de longue durée (tableau n° 3).

MIGRATION ET GESTION INTERGÉNÉRATIONNELLE ET INTRAFAMILIALE DE L'ABSENCE

Au moment même où se dessine un déplacement de longue durée à la frontière nord et plus encore aux États-Unis, le jeu des relations familiales, intrafamiliales et intergénérationnelles, se voit considérablement affecté. En effet, non seulement l'absence prolongée d'un membre de la famille diminue les contacts entre celui-ci et le reste de la famille, mais elle conduit à un ajustement des rôles et de la place de chacun dans la famille. Aussi est-ce aux différents moments du déplacement – initiation, gestion et finalisation – qu'il convient de prêter attention.

La gestion de la migration renvoie aux conditions dans lesquelles se prend *la décision du déplacement* et aux acteurs qui se trouvent impliqués par les objectifs implicitement fixés à ce déplacement. Selon que la décision

TABLEAU N° 3 : PROFILS MIGRATOIRES. SITUATION FAMILIALE DU MIGRANT RURAL DU SUD DE L'ÉTAT DU VERACRUZ VERS LES MARCHÉS ÉMERGENTS SELON LA SITUATION AGRAIRE (%). DERNIER DÉPLACEMENT DE TRAVAIL (1997-1999).

	EJIDOS		COLONIES/PP		Total
	Ejidatarios	Sans titre foncier	Colonos	Sans titre foncier	
Chef de famille	15.0 %	52.8 %	17.5 %	41.7 %	29.1 %
Fils célibataire	48.3 %	33.3 %	65.0 %	44.4 %	48.3 %
Fille célibataire	20.0 %	8.3 %	7.5 %	2.8 %	11.0 %
Fils marié	5.0 %	0.0 %	7.5 %	5.6 %	4.7 %
Fille mariée	3.3 %	5.6 %	0.0 %	0.0 %	2.3 %
Autres personnes	8.3 %	0.0 %	2.5 %	5.6 %	4.7 %
Nombre de cas	60	36	40	36	172

Source : MORESO 1999, IRD-CIESAS.

est prise en référence à la situation du groupe domestique ou qu'elle procède d'une démarche individuelle, le déplacement et la gestion de la migration ne se réaliseront pas de la même manière. Lorsqu'un individu part en migration grâce à l'intervention paternelle pour le financement de son voyage, il se voit contraint d'assumer une obligation – une dette – en même temps qu'il se trouve assuré d'une protection (Rosenzweig, 1988). Au contraire, l'individu qui prend seul la décision de partir et organise seul son départ, est libre de toute obligation vis-à-vis de son groupe domestique d'origine. Les situations sont multiples mais toujours très fortement liées aux conditions d'accès au foncier des chefs de famille. Ainsi, parmi ceux qui disposent d'un patrimoine foncier, on note que le migrant impliqué dans une relation d'obligation/protection vis-à-vis de son père est généralement un fils (célibataire ou marié) vivant sous le toit du père responsable de l'unité domestique. En revanche, dans le cas des familles qui ne disposent pas de parcelles agricoles, le migrant est plus généralement un homme marié responsable de sa propre unité domestique.

L'*intervention du père* en assurant sa protection signifie que la famille mobilisera toutes les ressources afin que le déplacement soit une réussite. Les membres de la famille sont prêts à en assumer les dépenses; si le migrant est un homme marié, son père sera chargé d'assurer la responsabilité de son foyer, l'attention à ses enfants et à son épouse, et les risques qui peuvent survenir. L'appui financier que reçoit le migrant est fondamental com-

me on le verra plus loin : il permet un déplacement plus sûr et une plus rapide insertion sur le marché du travail du lieu d'arrivée qu'il est important. Par contre, le migrant se voit obligé de répondre à l'appui qu'on lui a proportionné. Pour les migrants mariés l'obligation est double, elle est vis-à-vis de leur famille d'origine et de leur foyer. La première est revêtue de l'autorité du père et de la condition qu'il occupe dans le village alors que pour la seconde le migrant qui est en position d'autorité peut se désengager plus facilement. Cependant l'obligation qui naît entre le père et le fils marié est aussi plus fragile qu'entre le père et le fils célibataire, dès lors qu'elle s'avère plus difficile à contrôler, d'un rendement plus faible et qu'elle ne va pas sans conflit avec l'épouse du migrant qui pourra préférer rejoindre l'unité domestique de ses propres parents. C'est finalement ce sentiment d'obligation qui va conduire toute la migration et dans beaucoup de cas elle constitue la raison principale pour laquelle le migrant demeure aux États-Unis en dépit de toutes les difficultés rencontrées.

Pour que cet accord entre le père et le fils puisse se réaliser (aide et protection en échange d'obligation) le père doit nécessairement intervenir au début du déplacement voire participer à sa mise en place. Cependant le père doit en avoir le désir et les moyens. Dans les familles ayant un patrimoine foncier important le fils peut compter avec l'appui de son père mais il doit néanmoins le solliciter en même temps qu'obtenir son approbation préalable. Le migrant doit faire en sorte que son père puisse se réapproprier ce déplacement comme une décision personnelle et familiale, et l'inscrire dans un projet de patrimonialisation familiale en cas d'absence prolongée. Il en va bien différemment dans le cas des familles en situation de précarité où le père ne peut intervenir par manque de ressources propres, ni de relations pour se les procurer et non plus d'informations suffisantes pour aider son fils.

Le coût et le financement du voyage d'une part, et les modalités d'insertion sur le marché du travail d'autre part, sont révélateurs de ce point de vue du jeu des relations intergénérationnelles, et tout particulièrement de l'établissement de cette relation de protection/obligation ainsi que des possibilités d'ancrage familial et local qui en découlent.

Tout d'abord *les coûts du voyage* et du passage varient considérablement selon que la relation qui s'établit avec le *coyote*-passeur- ou intermédiaire de ce coyote découle ou non de contacts assurés localement⁵. Les modalités de financement d'un tel voyage se diversifient d'autant plus que le plus grand nombre manque de ressources. Le recours à un prêt à intérêt mensuel auprès des prêteurs de la localité ou des localités voisines est le plus couramment pratiqué⁶; le titre foncier de la parcelle et de plus en plus le titre du terrain d'habitation (*solar*) sont laissés en garantie au prêteur. La variation du taux d'intérêt du prêt qui s'établit entre 10 et 20 % mensuels est encore imputable à la position du père dans la localité. Comme la dette peut varier ainsi de 1 000 à 2 500 dollars, la trajectoire migratoire et le déroulement de la migration s'en trouvent différenciés, et plus encore quand le voyage se trouve directement financé par la famille (le père) sans recours à un prêt⁷.

L'*insertion sur le marché du travail* est le second élément où l'implication du père détenteur d'un patrimoine foncier se révèle déterminante. La dette exige que le migrant puisse travailler sans attendre afin de la payer le plus rapidement possible, de réduire l'accumulation des intérêts et d'en

diminuer la charge mensuelle. En effet les résultats de la migration peuvent être fort compromis et la durée d'absence augmenter selon que l'on trouve du travail rapidement ou non et que la dette est remboursée en quatre mois ou bien en trois ans comme on l'a constaté. On a clairement observé que lorsque le déplacement répond à une démarche à laquelle souscrit la famille, le migrant est assuré d'un travail avant de partir, généralement stable et la dette est faible ou n'existe pas. Dans ce cas le migrant peut donc rapidement accumuler de l'argent et l'envoyer à sa famille d'origine. Dans la situation opposée le migrant restant un laps de temps sans trouver de travail ou bien un travail insuffisamment stable ou correctement payé, se trouve rapidement pris dans la spirale de l'endettement permanent.

La migration sans intervention paternelle ne renvoie pas seulement à des situations de précarité où le père et la famille ne sont pas suffisamment bien placés dans la localité pour intervenir, elle répond aussi à des situations très particulières de désengagement du migrant de son unité domestique d'origine. Dans le premier cas, quand la famille ne dispose pas de ressources suffisantes pour intervenir, le déplacement se situe au moment où au niveau local les individus peuvent bénéficier de l'expérience des autres migrants (frère, ami) aux États-Unis, mais aussi de leur expérience migratoire dans la région. Lorsque les individus se déplacent libres de toute obligation vis-à-vis de leur père et de son unité domestique, qu'ils soient célibataires ou mariés, leur déplacement se trouve surtout soumis aux conditions rencontrées dans le lieu d'accueil. Ainsi, dès qu'ils connaissent des difficultés importantes, ne gagnent pas ce qu'ils auraient espéré ou bien que le travail s'avère pénible (ou ne pas correspondre à ce qu'ils savent faire, etc.), ou plus directement parce qu'ils en ont assez⁸, ils mettent fin à leur séjour et reviennent au village voire se déplacent vers un autre lieu.

Le désengagement peut également intervenir lors d'un second déplacement aux États-Unis. Lors d'un premier déplacement, le migrant a rempli ses obligations vis-à-vis du père, s'il est célibataire, et vis-à-vis de l'épouse comme du père s'il est marié, en ayant construit la maison – *la casa de material*, qui reste l'obligation symbolique, de l'ordre d'une économie morale – et en ayant payé bien sûr la dette contractée. Pour le second déplacement, le migrant ne nécessite l'aide de personne, soit qu'il bénéficie de ressources suffisantes issues du premier voyage, soit des contacts et des relations nouées lors de celui-ci.

LE RETOUR OU LES CONDITIONS D'ANCRAGE OU DE DÉSENGAGEMENT

La pérennisation de l'obligation et de l'engagement du migrant vis-à-vis de son groupe domestique d'origine, voire de son groupe domestique d'appartenance, se révèle l'élément fondamental d'un enjeu considérable pour le devenir des familles et des localités rurales. Après un premier déplacement réalisé avec l'aide paternelle, une fois remplie l'obligation du paiement de la dette et de la construction de la maison ou de l'aide à la construction de la maison des parents (selon que l'on est fils marié ou célibataire), surgissent

ensuite une grande diversité de situations. Certains migrants maintiennent les envois d'argent au même niveau et commencent à investir dans l'achat de bétail ou de terre, cette constitution de patrimoine étant directement gérée par le père. D'autres continuent d'envoyer de l'argent pour appuyer les études des frères et des sœurs, pour couvrir les dépenses occasionnées par le mariage d'une sœur, ou enfin pour aider au départ d'un frère, assurant ainsi implicitement le relais vis-à-vis de la famille d'origine. Dans ce dernier cas, on se situe bien dans une situation de redistribution des ressources migratoires à l'intérieur de la famille et l'on s'inscrit clairement dans la pérennité d'une économie familiale d'archipel. À l'extrémité de cette démarche, se trouvent ceux qui réduisent considérablement leurs envois, quelques fois en dessous du minimum nécessaire au maintien économique de leur famille. On voit bien que même s'il s'agit d'un « nouveau contrat » ou d'une « rénovation de contrat » où l'engagement se définit autrement. Dans la mesure où le père est capable de mettre en place la construction d'un patrimoine familial à partir de l'engagement du migrant et mettre ce dernier au centre de ce dispositif, en le désignant implicitement comme l'héritier privilégié de ce patrimoine, le migrant pourra s'engager sur de nouveaux objectifs. Sinon le déplacement n'est qu'un moyen de se procurer un moyen de subsistance personnelle et familiale. Selon que l'on se trouve dans un cas ou un autre, les relations intergénérationnelles en sortent consolidées ou bien, au contraire, totalement fragilisées voire rompues.

La trajectoire migratoire ratifie la position du migrant dans sa famille et sa localité d'origine et détermine les modalités du retour ou bien de la prolongation du séjour et finalement la nature de son ancrage dans la localité et la région d'origine. Les obligations vis-à-vis de la famille d'origine se trouvent reconnues par les membres de la localité quand le migrant a pour le moins construit cette *casa de material*; celle-ci étant un élément essentiel du repositionnement du migrant à l'intérieur de la localité (Bourdieu, 1972). Cependant c'est véritablement l'achat du bétail et de terre qui permet le renforcement de la reconnaissance par les acteurs locaux de l'entreprise migratoire. À l'inverse, l'échec est patent et fortement stigmatisé quand non seulement les conditions de vie de la famille ne se sont pas améliorées, mais que la dette n'a pas pu être payée et que la survie de l'unité domestique est compromise parce que le titre foncier ne peut être récupéré.

La réinsertion dans les activités de la localité est aussi un moment important qui donne la mesure de l'ancrage ou du désengagement familial et local. Il est clair que ceux qui n'ont pu substantiellement améliorer leurs conditions de vie ne peuvent accepter les conditions de travail qui leur sont offertes en comparaison de celles qu'ils savent pouvoir avoir aux États-Unis ou même dans les états du nord du Mexique; ils sont donc prêts à repartir soit pour pouvoir continuer à assurer la survie de leur famille, soit essayer de dégager le capital nécessaire à leur stabilisation. C'est toutefois le changement de statut qui va permettre au migrant de s'installer durablement dans la localité ou la région. Deux voies sont possibles: ou bien le migrant et/ou sa famille ont pu investir dans des moyens de production (terre ou commerce) ou bien le renforcement de sa position dans la famille en fait un héritier légitime du patrimoine foncier. Pour ce faire, il faut qu'il soit explicitement déclaré comme le bénéficiaire de cet héritage tant dans le cadre de l'*ejido* que de la propriété privée,

autrement dit qu'un nouveau « contrat » soit explicitement établi entre le migrant et son père, le migrant et la localité. Dans ce cas, le migrant peut mieux s'investir dans les activités de la localité sans pour autant renoncer à faire des déplacements afin de conforter ce patrimoine mais aussi assurer le devenir des autres membres de la famille, étant entendu qu'il en sera l'héritier. Une fois de plus la place du père est importante pour ce processus de réinsertion du migrant où le changement de son statut économique dans la localité et son statut familial sont soumis à l'action (investissement dans les moyens productifs) et au contrôle (redistribution au sein de la famille élargie) qu'il aura exercé sur le parcours migratoire de son fils. Sans cela, les migrants dont les conditions économiques et de travail ne changent pas, sont condamnés à repartir.

LA RECOMPOSITION DES RELATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES ET INTRAFAMILIALES

Durant les dix dernières années le déplacement vers de nouveaux marchés de travail de la Frontière nord et des États-Unis sont devenus essentiels à l'ensemble des familles rurales du Veracruz, pour différentes raisons et suivant différentes modalités qui tiennent, comme on l'a vu, à la situation foncière de ces familles. De même l'analyse du processus migratoire montre clairement que les deux mouvements d'ancrage et de désengagement sont étroitement liés aux conditions d'accès au foncier des migrants et de leur famille. La Réforme foncière de 1992 de l'*ejido*, avec son Programme de certification des parcelles à titre privé, a donc, en transférant la gestion du patrimoine foncier de l'*ejido* aux chefs de famille *ejidatarios*, profondément modifié les rapports intergénérationnels de ce point de vue. Les migrants sans terre sont les plus susceptibles de rompre avec leur famille d'origine. Pour les autres tant que le patrimoine foncier n'est pas mis en jeu dans la construction d'un patrimoine familial (par le père avec un fils migrant), les rapports avec les autres membres sont maintenus; au contraire la désignation anticipée d'un héritier génère des conflits intrafamiliaux et intergénérationnels. D'une manière plus générale si la migration se présente comme une grande opportunité pour toutes les familles rurales, elle contient en elle-même un grand risque pour le devenir de chacune des familles et des activités productives des membres de la famille dans la localité dès lors que l'absence devient le cadre de la recomposition des relations intergénérationnelles.

Le déplacement de longue durée des jeunes hommes, qu'ils soient célibataires ou mariés, signifie aussi un bouleversement profond de la place et du rôle de la femme, quelle soit la mère, l'épouse ou la sœur du migrant dans l'organisation de l'unité domestique et dans le processus de reproduction sociale. En premier rang, la place de la mère du migrant et épouse du chef de famille se trouve reconsidérée du fait de l'incertitude qui pèse sur la famille de certains migrants par leur absence prolongée et pour les risques de rupture ou pour le moins d'éloignement de la famille d'origine qu'elle peut entraîner. L'absence de contrat explicite ou pour le moins insuffisamment reconnu entre le migrant et chef de famille, conduit ce dernier à désigner

son épouse comme héritière ou bien à différer la désignation d'un héritier, afin qu'elle ne pâtisse pas des aléas du comportement des enfants, ou tout au moins que tous les autres enfants ne se sentent libres de toute obligation vis-à-vis de leurs parents. L'épouse du migrant quant à elle assume seule la responsabilité de l'éducation des enfants et, si le migrant possède une parcelle, de l'organisation de la production agricole, soit en l'exploitant directement, sinon en contractant des journaliers pour réaliser les cultures. De plus elle est amenée à représenter le chef de famille dans les différentes institutions locales et à participer aux différents travaux mis en œuvre par la communauté. Enfin, il faut plus particulièrement souligner la place acquise par les filles au sein de l'unité domestique de leurs parents : face à l'incertitude qui pèse sur le devenir de leur relation avec leur fils, nombre de chefs de famille sont enclins à instaurer des relations privilégiées avec une de leurs filles qui, ou bien restent dans le foyer, ou bien s'installent à proximité ou dans la région. Les filles célibataires pourront migrer avec l'accord paternel, ce qui garantit un envoi d'argent régulier, poursuivi bien souvent après leur mariage. Les filles mariées peuvent ainsi après une séparation ou un divorce, tout comme les filles célibataires, confier leurs enfants à leurs parents afin de pouvoir se déplacer et continuer à travailler.

CONCLUSION : PROBLÉMATIQUE DE L'ABSENCE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

La longue absence des membres les plus jeunes des localités rurales pose de nombreuses questions quant au devenir des familles rurales tant en ce qui concerne leur organisation domestique que l'organisation politique de la localité. On a affaire à une société rurale où la production agricole n'est plus centrale dans les activités et les ressources économiques de la majorité des familles. Autrement dit, il semble se dessiner une économie domestique qui serait organisée selon un mode multipolaire, avec un noyau central – la maison paternelle – et différents lieux en réseau où circulent biens, informations et individus. Dans ce cadre, le contrôle des relations intergénérationnelles devient essentiel au développement local dans la mesure où l'on doit générer le transfert des ressources migratoires vers la famille et la localité. C'est donc à une gestion patrimoniale de l'absence que sont conduites les familles rurales et les pouvoirs de la localité, en s'appuyant sur tous les moyens – y compris surtout sur ceux que les pouvoirs publics peuvent offrir – afin de continuer à capter la rente migratoire. On est en face d'une situation bien paradoxale où, d'une part, les individus les plus jeunes sont absents et pourtant chaque fois plus nécessaires au développement rural de leur localité et où, d'autre part, les terres agricoles perdent leur valeur productive, alors que le foncier reste l'élément central pour continuer à bénéficier de l'aide des membres de la famille qui ont émigré et se sont engagés dans d'autres activités.

Notes

- 1 L'*ejido* est l'institution agraire en charge d'un patrimoine foncier reçu par un groupe de paysans durant la Réforme agraire qui suit la Révolution. L'*ejido* est organisé autour d'une assemblée sous la direction d'un comité exécutif. Les *ejidatarios* bénéficiaient dans ce cadre d'un droit agraire jusqu'à la Réforme de 1992. La modification de l'article 27 de la Constitution a été suivie d'un programme de cadastrage et de certification à titre privé des parcelles des *ejidos* (PROCEDE).
- 2 On peut distinguer d'une part, les familles qui vivent dans une localité d'un *ejido* (entre *ejidatarios* et *avecindados* – qui n'ont pas de titre de parcelle agricole) et d'autre part, les familles qui vivent dans les localités des zones de colonisation agricole, selon qu'elles possèdent un titre foncier (*colonos*) ou non (*pobladores*).
- 3 En 1992, l'état du Veracruz était parmi les huit états des 32 états de la Fédération, les moins touchés par la migration internationale, et l'avant-dernier pour l'incidence de la migration en général (ENADID, 1992). En 2000, il est situé parmi les six premiers états pour volume de la migration internationale (4,9 %), et seulement dépassé par le DF (district fédéral) pour l'intensité de la migration interne : 12,8 ‰ de 1995 à 2000.
- 4 Toute une littérature économique s'est développée autour de la notion de « contrat » entre le migrant et sa famille afin de minimiser, de part et d'autre, les risques de la migration. (Pollack, 1985 ; Rosenzweig, 1988 ; Guilmoto et Sandron, 1999).
- 5 Dans les localités de notre échantillon il oscillait à l'époque (1999-2002) entre 1 000 et 2 000 dollars alors que la journée d'un journalier agricole était de l'ordre de 5 à 6 dollars par jour.
- 6 Les prêteurs sont des commerçants voire des familles d'anciens ou actuels migrants qui se convertissent en « entrepreneurs de la migration » au même titre que ceux qui investissent dans les entreprises de transport et tirent un grand profit de l'intensification des mouvements migratoires.
- 7 Une autre source de financement est la vente de bétail qui était seulement à la portée de quelques propriétaires avant que se développe la migration au nord et aux États-Unis.
- 8 « Me aburrió », je m'ennuyais, j'en avais assez est le terme qui clôt l'ensemble des raisons qui l'ont poussé à revenir.

Bibliographie

- Bourdieu, P., 1972, « Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction », *Annales Economies, Sociétés, Civilisations*, 27, N° 4 mai.
- Cornelius, W. A., 1981. « The Reagan Administration's Proposals for a New U.S. Immigration Policy: An Assessment of Potential Effects ». *International Migration Review* 15, 4, (Winter) : 769-778.
- Cornelius, W. A., 1989. « Impacts of the 1986 US Immigration Law on Emigration from Rural Mexican Sending Communities ». *Population and Development Review* 15, 4, (December) : 689-705.
- Cornelius, W. A., 2001. « Death at the border: Unintended consequences of US migration control policy ». *Population and Development Review* 27, 4 (December) : 661-685.
- Guilmoto, C. Z. y F. Sandron, 1999, « Approche institutionnelle de la migration dans les pays en développement », *Economie Rurale*, N° 252, juillet-août 1999 : 47-54.
- Hareven, T. K., 1982, *Family Time and Industrial Time: the relationship between the family and work in a New England Community*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hiernaux, D., 1994, « De frente hacia la modernización: hacia una nueva geografía en México », *Campo y ciudad en una era de transición*, Bassols, M. (coord.), México: UAM-Ixtapalapa : 9-46.

- López, G., 1986, *La casa dividida*. Colegio de Michoacán, AMEP, Zamora.
- Massey, D. S., R. Alarcón, J. Durán, et al., 1987, *Return to Aztlan. The Social Process of International Migration from Western México*. Berkeley: University of California Press.
- Palma, R., Quesnel, A. y Delaunay, D., 2000. « Una nueva dinámica de poblamiento rural en México: el caso del sur de Veracruz (1970-1995) », *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Léonard E. y Velázquez E., México: CIESAS-IRD : 83-108.
- Pollack, R.A., 1985, « A transaction cost approach to families and households », *Journal of Economic Literature*, N° 23 : 581-608.
- Quesnel, A. et Del Rey, A., 2001, « La construction d'une économie familiale d'archipel. Mobilité et recomposition des relations inter-générationnelles en milieu rural mexicain », *XXIV Congrès Général de la Population, Salvador-Brésil 18-25 août 2001*.
- Quesnel, A., 2004, « Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz », en É Léonard, A. Quesnel y E. Velázquez (coords.), *Políticas y regulaciones agrarias. Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la tierra*, México, CIESAS-IRD-Miguel Angel Porrúa : 41-71.
- Rosenzweig, M. R., 1988, « Risk, implicit contracts and the family in rural areas of low-income countries », *The Economic Journal*, N° 98, pp.1148-1170.

Sources statistiques

- Recensement Général de Population 2000 : INEGI, México.
- ENADID 1992 : Enquête Nationale de la Dynamique Démographique, INEGI, México.
- ENADID 1997 : Enquête Nationale de la Dynamique Démographique, INEGI, México.
- MORESO 1999 : Enquête démographique et foncière auprès de 947 familles : *Poblamiento, movilidad y reproducción social de las familias rurales del Sotavento, Veracruz, Mexico*, IRD-CIESAS (Quesnel, A. dir.).
- MORESO 2002. Entretien en 2002 auprès de 70 familles de MORESO, *Poblamiento, movilidad y reproducción social de las familias rurales del Sotavento, Veracruz, Mexico*, IRD-CIESAS (Quesnel, A. dir.).

RESUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Dans le cadre de l'Alena, le Mexique a engagé des réformes institutionnelles et économiques majeures : réforme de la constitution, restructuration des espaces économiques, libérant des flux migratoires, en particulier de jeunes ruraux, principalement dirigés vers le nord du pays et les États Unis. Ces destinations lointaines supposent une nouvelle organisation des familles et de nouveaux rapports intergénérationnels du fait de l'absence prolongée des migrants. Les familles passent alors d'une économie domestique centrée sur la production agricole à une nouvelle organisation, qui reste toutefois fortement déterminée par le statut agraire des familles rurales. L'objectif de cet article est de proposer une première analyse de l'absence de longue durée des individus les plus jeunes dans une zone du sud de l'état du Veracruz (Mexique), et des nouvelles relations intergénérationnelles qui se mettent en place dans les familles d'émigrants. Il s'agit ainsi de proposer une lecture de la recomposition territoriale des espaces ruraux mexicains et de leur devenir sous l'impact de la migration internationale.

Dentro del marco de Alena, México contrató reformas principales institucionales y económicas: reforma de la constitución, la reestructuración de los espacios económicos, liberación corrientes migratorias, en campesinos particulares jóvenes, principalmente dirigidos al norte del país y los Estados Unidos. Estos destinos distantes suponen una nueva organización de familias y nuevo entre informes de generaciones debido a la ausencia prolongada de las especies migratorias. Las familias pasan

entonces de una economía de casa centrada en la producción agrícola a una nueva organización, que permanece sin embargo fuerte decidida por el estado agrario de las familias rurales. El objetivo de este artículo es proponer un primer análisis de la ausencia a largo plazo de los individuos más jóvenes en una zona de Sur del estado de Veracruz (México), y las relaciones de la generación nueva que son instaladas en las familias migratorias. Esto es así una pregunta de proponer una lectura de la reorganización territorial de los espacios mexicanos rurales y su futuro en el impacto de la migración internacional.

Within the framework of Alena, Mexico engaged major institutional and economic reforms: reform of the constitution, the restructuring of the economic spaces, freeing migratory streams, in particular young countrymen, mainly steered to the north of the country and United States. These distant destinations suppose a new organization of families and new between generations reports because of the prolonged absence of the migrants. Families pass then of a home economics centred on the agricultural production to a new organization, which remains however strongly determined by the agrarian status of the rural families. The objective of this article is to propose a first analysis of the long-term absence of the youngest individuals in a zone of the South of the state of Veracruz (Mexico), and the new generation's relations which are set up in the migrant families. It is so a question of proposing a reading of the territorial reorganization of the Mexican rural spaces and their future under the impact of the international migration.

Mots clés : Alena, rapports familiaux, rapports intergénérationnels, migration internationale, statut agraire, espaces ruraux, Mexique, Veracruz.

Palabras claves : TLC, informes familiares, las relaciones de la generación, migración internacional, estado agrario, áreas rurales, México, Veracruz.

Keywords : Alena, family reports, generation's relations, international migration, agrarian status, rural areas, Mexico, Veracruz.